

## Naomi Klein (journaliste canadienne) : **TOUT PEUT CHANGER – capitalisme & changement climatique** (2014, trad. en 2015)

*Résumé par A. Hoffer*

### Avant-propos

Nous avons de bonnes raisons pour dénier l'importance du changement climatique. Mais si nous sommes convaincus des dangers causés par les gaz à effet de serre (GES), nous trouverons des arguments pour convaincre tous les pays de lutter contre ce fléau qui menace la survie de la population humaine.

Les rapports de l'ONU préconisent des mesures d'atténuation et d'adaptation, mais c'est très insuffisant pour sortir de cette nouvelle crise. Il faut rebâtir et revivifier les économies locales, et diffuser des mesures progressistes, en se libérant de l'emprise destructrice des géants du secteur privé, et en se réappropriant les services publics.

La crise du climat peut servir de catalyseur d'un ensemble de transformations dont le monde a besoin.

Lors des crises économiques précédentes, les milieux d'affaires ont profité des chocs psychologiques pour imposer des politiques destinées à enrichir une petite minorité. Des signes montrent que la crise climatique servira de prétexte à favoriser le 1% de privilégiés.

Des firmes mondiales de réassurance font déjà de gros profits avec des plans de protection pour des pays du Tiers-monde, et des milices vont se développer pour régler des conflits inévitables.

Lors des dernières conférences de l'ONU sur le climat (Copenhague en 2009, Durban en 2011 et Lima en 2014), les climatologues ont compris que la survie des humains ne peut pas venir des politiciens, incapables de rechercher le bien commun.

Plusieurs centres de recherches compétents estiment que la hausse de 2 degrés sera atteinte plus tôt que prévu, et qu'il faut plutôt envisager une hausse moyenne de 4 degrés en 2100, avec des changements irréversibles, dont les seuils sont mal connus.

L'OMC a réussi à fixer son cadre juridique, avec des sanctions pour les fautifs. Cependant, l'ONU peine à fixer des modalités pour la réduction des GES, après plus de 20 ans de négociations laborieuses !

Depuis 1990 environ, les humains ont été incités par l'oligarchie à sacrifier des acquis sociaux. Pour obtenir une sensible réduction des GES, un changement majeur des modes de vie s'impose : les citoyens doivent être vigilants et

s'opposer à la dictature du capitalisme déréglementé qui propose des mesures insuffisantes, généralement au détriment des défavorisés.

Les Verts libéraux et de droite ont gaspillé de précieuses décennies en cherchant un équilibre entre le marché et la crise du climat, mais en vain ! Ils ont refusé de s'allier avec les altermondialistes.

Pendant ce temps, l'essor économique de la Chine a changé la donne : la croissance mondiale a passé de 1% vers 1990 à 3,4% dans les années 2000.

Pour stabiliser la crise écologique, l'idéologie dominante actuelle va certainement dénier toute réforme progressive ou globale. Il semble que deux évolutions réalistes sont envisagées aujourd'hui :

1<sup>e</sup> possibilité: Par une faible action alibi, on laisse le climat transformer le monde, tant pis pour l'avenir, car ce phénomène sera irréversible!

2<sup>e</sup> possibilité: On transforme courageusement l'économie mondiale pour éviter le bouleversement du climat.

En 2012, le Prix Planète bleue a été attribué à un collectif de 21 personnes dirigées par G.H. Brundtland, ex-premier ministre, pour leur rapport alarmant : *Défis environnementaux et de développement – L'impératif d'agir !*

Dans ce contexte controversé, il faut s'attendre à une prudente réaction de nombreux leaders qui préféreront des demi-mesures inefficaces, en refusant les mesures radicales pour transformer l'économie mondiale pour contenir le changement climatique.

On constate que l'économie néolibérale est déjà en guerre contre de nombreuses formes de vie sur Terre, y compris la vie humaine.

La crise écologique fonctionne comme une alarme du système actuel qui ne fonctionne pas bien. Elle nous incite à une réflexion politique pour modifier le système économique.

On constate que, dans le contexte économique imbriqué actuel, on chahuterait forcément les relations commerciales si l'on voulait réduire efficacement les émissions de GES. Naomi Klein propose une autre stratégie : rompre avec le fondamentalisme marchand, cette idéologie suffocante, pour agir en profondeur avec des critères culturels, par exemple.

Durant ces 25 dernières années, on a tenté d'adapter les besoins physiques de la Terre aux besoins de croissance infinie pour faire du profit. Les résultats se sont révélés catastrophiques ! Le dérèglement climatique a déjà commencé. Les délais sont courts pour éviter le pire, car des populations d'animaux disparaissent et des espèces sont menacées. L'ampleur de cette crise écologique est telle que ses conséquences sont multiples.

## Chapitre 1. Le pouvoir révolutionnaire du changement climatique

La majorité des Américains sont allergiques au socialisme, qu'ils confondent avec communisme. Ils sont plutôt républicains et prétendent parfois que la "crise climatique" est un prétexte d'influence marxiste et étatique pour torpiller l'économie. Les Conservateurs ont créé, à la fin des années 1960, un mouvement idéologique affirmant que nul n'a à présenter d'excuses pour sa cupidité et sa quête infinie de profit, lesquelles "sont porteuses des plus grands espoirs d'émancipation que le monde ait jamais connus".

Les climatosceptiques purs et durs sont en augmentation, par réaction contre ce qu'ils considèrent une menace contre leur indépendance et la rédemption du capitalisme, ils sont inquiets d'envisager une remise en question de leurs certitudes. Pour les conservateurs religieux, la crise climatique est un affront au pouvoir quasi-divin de l'oligarchie américaine. (*"destinée manifeste" des USA*).

Des conservateurs influents prétendent souvent que "le changement climatique ne se produira jamais". Par ailleurs, au pire, ils doutent que les pays riches doivent aider les pays pauvres à s'adapter au changement climatique. Pour eux, le salut réside dans l'essor du libre-échange.

Avec peu d'empathie, la Chambre de commerce des USA a présenté en 2009 la pétition suivante : "En cas de bouleversement du climat, les populations seront exhortées à s'adapter à des climats plus chauds par des réponses stratégiques et des solutions technologiques". La pétition n'a pas été acceptée.

Il est facile de prévoir que les entreprises en quête de matières premières deviendront de plus en plus rapaces et violentes. L'accaparement des terres arables se poursuivra, de même que le pillage de certaines régions, aux dépens des paysans actuels qui seront expulsés.

Dans les pays mieux nantis, on protégera les grandes villes par des barrages anti-tempêtes, en sacrifiant les étendues littorales.

Afin de limiter l'immigration Sud-Nord, nos gouvernements construiront des forteresses sophistiquées et adopteront des lois plus sévères.

Avec désinvolture, les climatosceptiques dénie le dérèglement climatique, mais ils adoptent un capitalisme de catastrophe, source de profit. La perspective de graves désordres climatiques incite les nantis à se protéger eux seuls.

Durant les chaleurs de l'été 2011, un conservateur américain publiait que, puisque les pays émergents allaient subir de plus grands dégâts que les USA, ces derniers auraient la chance de ressortir grandis et bénéficiaires de cette épreuve (!). Cette arrogance cynique est monstrueuse, elle risque de se développer dans les milieux conservateurs. D'autres initiatives de ce genre se font remarquer aux USA et alimentent une confusion dans le peuple, et tendent

à le rendre plus égoïste dans ses préjugés.

On cherche des stratégies pour ne pas effaroucher les Conservateurs, mais c'est raté, car ils sont très réactifs avec le changement climatique et ils ont remporté la première manche.

Des sondages ont montré que les Américains attachaient toujours plus d'importance au pouvoir de l'argent, devenu vital et prépondérant. Le néo-libéralisme a brisé les solidarités, et les collectivités sont très affaiblies d'avoir subi les pressions de l'oligarchie : passer outre aux vertus de la nature humaine, suivre les consignes du mouvement d'aliénation général, sans trop réfléchir.

Les think-thanks (groupes de réflexion, lobbies) craignent que la crise ne révèle un retour des valeurs de solidarité, réprimées par l'idéologie néolibérale.

## Chapitre 2. Le commerce contribue au réchauffement planétaire

Les règles de l'OMC vont parfois à l'encontre de celles suscitées par la crise du climat, notamment en Europe et en Ontario.

Les traités de libre-échange confirment cette source de conflits commerciaux, avec des multinationales qui contestent le bien-fondé de lois sociales ou environnementales, et des juges privés pour régler les différends. Afin d'éviter de nouvelles contestations de grandes entreprises contre des dispositions légales écologiques, on devrait stopper toutes les négociations actuelles sur des nouveaux traités de libre-échange. Le principe de l'habitabilité de la planète devrait être prioritaire, mais il est incompatible avec les 3 piliers de l'ère néolibérale :

- privatisation du secteur public,
- dérèglement des marchés,
- allègement fiscal par la réduction des dépenses publiques.

Dès 1988, le Sénat américain discute du réchauffement climatique, le groupe d'experts (GIEC) se constitue. L'opinion publique est informée du problème.

En 1989, le président indien accuse les pays industriels de surconsommation et de gaspillage des ressources, ils sont désignés comme les principaux responsables des émissions de GES.

Après la chute du mur de Berlin en novembre 1989, les idéologies de droite vont développer rapidement une société vorace qui va nuire à l'environnement, notamment en Inde. En 30 ans, l'endettement des ménages américains va quadrupler.

Le 3<sup>e</sup> Sommet de la Terre se tient à Rio en 1992, et le traité de libre-échange ALENA entrera en vigueur en 1994.

En 2001, la Chine entre à l'OMC. Malheureusement, les 2 processus (soutien du commerce et protection du climat) ne sont pas bien coordonnés : À Rio, les négociateurs du climat reconnaissent leur subordination aux traités commerciaux, et des arbitrages coûteux sont à craindre. Par exemple, des programmes d'encouragement aux énergies renouvelables entravent la liberté de commerce, ils sont donc illégaux !

En outre, la mondialisation des systèmes agricoles entre 1980 et 2000 a probablement largement contribué à la hausse des émissions de GES. Un document de 2014 confirme que le commerce prime sur les problèmes de climat.

Chaque pays comptabilise les GES émis sur son territoire, les usines délocalisées chargent les pays plutôt modestes. Les GES émis par les transports internationaux n'apparaissent dans aucune liste par pays !

Lu dans le 5<sup>e</sup> Rapport du GIEC 2014 : « La fabrication de produits destinés à l'exportation est à l'origine d'une part croissante de l'ensemble des émissions anthropiques (produites par les hommes) de CO<sub>2</sub>. Pour fabriquer ses produits et exporter la moitié, la Chine est devenue la "cheminée du monde" ».

Les multinationales ont délocalisé dans des pays à bas salaires : Mexique, Corée du Sud et surtout la Chine, dont l'explosion des GES déstabilise le climat. Ce n'est donc pas la seule faute des pays émergents s'ils sont devenus si pollueurs, avec des faibles normes de sécurité.

En 1992, les candidats Bill Clinton et Jean-Claude Chrétien ont fait chacun campagne contre le projet d'Accord de libre-échange ALENA, mais ils l'ont signé sans modification, une fois élus en 1993, sous la pression des milieux d'affaires. Les Verts et les syndicats furent battus, et les USA préparent d'autres traités de libre-échange, actuellement en négociation.

Jamais on ne pourra corriger les erreurs du passé, mais on pourrait créer un mouvement politique d'un nouveau genre qui repense un commerce international conciliable avec l'environnement.

Hélas, l'orthodoxie du libre-échange et de la croissance continue est bien implantée dans beaucoup de pays.

Kevin Anderson, ingénieur anglais devenu spécialiste des questions climatiques, explique depuis 10 ans à tous les partenaires comment diminuer les GES pour maintenir la hausse de température moyenne sous la barre des 2°, mais cet objectif n'est maintenant plus concevable après des années de non-décision, et il faut admettre qu'on s'achemine plutôt vers un réchauffement moyen de 4°.

En 2012, Anderson et d'autres affirmaient qu'on ne pouvait pas résoudre la crise climatique sans déstabiliser l'ordre social et politique, remettre en question

la croissance économique et repenser l'avenir différemment. Les économistes craignent alors de toucher aux fondements du néolibéralisme, et proposent plutôt de s'adapter au mieux au changement, appelée "grande transition".

Plutôt que d'espérer des améliorations technologiques "prodigieuses", mais dont les effets arriveraient trop tard, encourageons-nous à consommer moins, et tout de suite. Afin de réduire la consommation de ressources matérielles tout en améliorant la qualité de vie dans son ensemble, on devrait pratiquer la "décroissance sélective". Beaucoup de nouveaux emplois seraient créés avec la transition écologique : transports en commun, énergies renouvelables, protection des intempéries et restauration des écosystèmes. On prévoit une extension des sociétés coopératives et des organisations sans but lucratif, avec une réduction du temps de travail, répartie sur plusieurs décennies.

Politiquement, cette nouvelle organisation de l'économie est incompatible avec l'idéologie dominante. Il faut donc d'abord repenser toute notre vie économique.

### Chapitre 3. Nécessité d'une gestion publique de l'énergie

En 2013, les citoyens de Hambourg ont voté pour la renationalisation des énergies, privatisées environ 12 ans auparavant. Il ne reste plus que Berlin dont l'énergie a été privatisée.

Même à Boulder, au Colorado, les citoyens ont renationalisé en 2011 et 2013 leur réseau d'électricité, afin de pouvoir favoriser les énergies renouvelables.

La population des régions les plus touchées par les changements climatiques a droit à une compensation directe de la part des pays (et entreprises) qui en sont les principaux responsables.

L'élimination progressive des subsides à l'exploitation pétrolière permettrait aux gouvernements d'épargner au moins 775 milliards de dollars par an.

Politiquement, les enjeux de la crise climatique sont mal acceptés. La perspective d'un sacrifice d'une part de son bien-être n'est pas gaie, et le peuple craint que les multinationales et autres pollueurs soient épargnés. Les politiciens ne veulent pas risquer leur avenir en demandant des sacrifices aux citoyens !

### Chapitre 4. Planifier et interdire – Bâtir un mouvement

En 2009, au paroxysme de la crise économique, Obama n'a pas eu l'audace de prendre des décisions pour coacher les banques défailtantes et les grands constructeurs d'automobiles en difficulté, et utiliser à bon escient le plan de grande relance de 800 milliards \$. Mais il aurait fallu débattre de grands projets favorables à l'environnement et un meilleur réseau de décideurs. En fait, le

Congrès a réparti partialement cette manne de relance aux grandes compagnies, aux grandes banques, sans aucune contre-partie, de même avec le réseau d'autoroutes, mais rien pour les infrastructures ferroviaires qui auraient pu se profiler à ce moment.

A cette époque, peu d'entreprises polluantes ont fait la mutation écologique. Au Canada également, des recherches ont prouvé que le secteur des énergies renouvelables pouvait créer davantage d'emplois que le secteur des énergies fossiles. On admet qu'il en serait de même en Europe. En Afrique du Sud, c'est pareil en incluant des petites unités d'agriculture durable.

En Grande-Bretagne, un sondage montre que les gens désirent la nationalisation de l'énergie et des chemins de fer.

Le gaz naturel est souvent considéré comme "combustible de transition" pour remplacer le charbon et le pétrole, mais ce n'est pas correct. C'est dans la stratégie des entreprises pétrolières de croître, par exemple avec les gaz de schiste. Les grandes sociétés pétrolières publiques (Brésil, Norvège, Chine) se comportent pareillement, elles sont l'otage des pétrodollars et ne réinvestissent pas assez dans les énergies renouvelables. Au Danemark, puis en Allemagne, des programmes nationaux de transition ont bien réussi, avec un tarif garanti qui protège contre les pertes financières, beaucoup de coopératives sont prenantes. C'est audacieux, mais contraire aux lois du marché, et les attentes des gouvernements ont été dépassées.

La crise du climat appelle l'adaptation de planifications nationales décentralisées, afin que la transition soit rapide et efficace.

L'agriculture, source importante de GES, pourrait être décentralisée. Éviter l'agriculture industrielle avec engrais et pesticides chimiques. Préférer différentes formes d'agro-écologie combinant sciences modernes et savoirs locaux, par exemple au Malawi ou le réseau mondial *Via Campesina*.

Evidemment, l'agro-écologie est contraire à ce que préfèrent les cultures industrielles et leurs cultures OGM, riches de GES.

En Allemagne, les émissions de GES ont augmenté en 2012, malgré le développement des énergies renouvelables, c'est à cause des centrales à charbon qui sont encore en activité.

Le calcul d'efficacité énergétique des centrales nucléaires ne mentionne qu'une partie de l'énergie fossile utilisée pour les construire.

Au Danemark, puis en Allemagne, des mouvements antinucléaires ont facilité la décision des gouvernements de renoncer au nucléaire. Mais le lobby allemand du charbon (combustible polluant) est encore influent.

L'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta a écorché une grande zone du Canada et l'a laissée stérile. Les réserves d'eau ont été toujours plus sollicitées pour fracturer la roche, et deviennent radioactives et toxiques. Une autre mine à ciel ouvert sera ouverte durant 40 ans, les exploitants craignent que des restrictions soient imposées dans 25 ans, d'où la frénésie de toutes les compagnies pétrolières dans le monde.

Cependant le GIEC avait demandé que les émissions de GES baissent dès maintenant pour respecter les objectifs actuels, mais il faut déchanter (*voir 10 lignes plus bas*).

Afin d'acheminer les bitumes de l'Alberta dans différents Etats des USA, un nouvel oléoduc Keystone XL est prévu, mais de nombreuses associations de 2 pays s'y opposent. Le Congrès a approuvé le projet, mais le président Obama y a mis son veto en février 2015. Toutes les exploitations de gaz de schistes sont plus coûteuses et polluent beaucoup avec des fuites de méthane (34 fois plus polluant que le CO<sub>2</sub>), difficilement maîtrisable.

Les sociétés pétrolières refusent de parler du *pic pétrolier* (début de baisse des hydrocarbures exploités). Pour maintenir leur croissance et la valeur des actions, c'est la fuite en avant : il faut qu'elles soient toujours prêtes à s'engager dans de nouvelles régions d'extraction d'hydrocarbures. La conséquence pour ces prochaines années, c'est que ces compagnies entendent faire brûler 5 fois plus de combustibles que l'atmosphère de la planète ne peut en absorber, donc provoquant une très forte élévation de la température de la Terre !

Les lobbies des combustibles fossiles empêchent l'application de mesures restrictives pour sauver le climat. Les politiciens bénéficient de pots-de-vin et de contributions de l'industrie lors des élections. Les mouvements citoyens peinent à dénoncer cette distorsion / corruption, visible également dans le système de santé avec l'influence malsaine des assurances maladie et des sociétés pharmaceutiques. Les politiciens craignent pour leur réélection, leur point sensible.

Les écologistes et environnementalistes peinent à coordonner leurs actions contre le changement climatique, alors que tous leurs membres devraient être des militants pour le climat.

Il est urgent que les pays industrialisés réduisent sans tarder leurs GES, sans tergiverser sur des réformes souhaitables qui s'y ajouteront si possible.

L'idéologie du libre marché présente un bilan catastrophique après 30 ans : Le capitalisme déréglementé est incapable de tenir ses promesses, une poignée d'oligarques possède la moitié des richesses mondiales, et les nombreuses victimes sont sacrifiées à l'opulence d'une minorité.

Les appels au changement se multiplient, par ex. l'essai de Thomas Piketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (2013), qui affirme que les inégalités vont grandissant, et propose des mesures pour les limiter. Succès aux USA et en France.

Pour sauver le climat, il s'agit d'un combat pour une nouvelle économie, une nouvelle politique énergétique, une nouvelle démocratie. Une chance à saisir !

Il manque un contre-pouvoir capable de fédérer ces mouvements et de les motiver à s'attaquer aux forces capitalistes. Aux USA les environnementalistes modérés se contentent de demander une taxation des émissions de GES. Les groupes progressistes n'osent pas durcir leur position.

Les racines de la crise du climat remontent au 18<sup>e</sup> siècle qui prônait que l'humanité doit dominer la nature considérée comme illimitée et entièrement maîtrisable.

### **Chapitre 5. Sortir de l'extractivisme – Non aux climatosceptiques**

L'île de Nauru, dans le Pacifique Sud, est connue pour son exploitation de guano qui a dévasté sa surface. Vers 1990, elle est devenue un haut lieu de blanchiment d'argent, ce qui l'a ruinée. Victime du changement climatique, elle est récemment devenue une prison pour demandeurs d'asile, à l'écart des journalistes, dans des conditions inhumaines. L'eau potable manque.

Notre culture est également pétrie de contradictions sur le marché mondial des combustibles fossiles. En 2011, le président de l'île a publié un article dans le New York Times une sévère mise en garde contre la violation des limites de notre environnement. L'humanité entière risque de connaître un tel sort, car le cas de Nauru deviendra notre lot à tous. La logique extractive a détruit là-bas un écosystème complexe et fragile.

La crise du climat ébranle non seulement les fondements du capitalisme, mais aussi le mythe fondateur d'une culture axée sur la croissance et le progrès.

Au 18<sup>e</sup> siècle, les révolutions scientifiques ont affirmé la supériorité de l'homme, elles provoquent l'industrialisation et le colonialisme.

Le charbon et le pétrole donnent l'impression d'une utilisation facile, mais c'est l'accumulation des gaz de combustion qui entraînent de multiples inconvénients.

Les opposants à la crise climatique sont surtout des conservateurs, mais des syndicats luttent pour préserver des emplois polluants à haut risque. La social-démocratie des pays scandinaves offre de bons exemples de gestion des GES, mais une grande société norvégienne exploite les schistes de l'Alberta.

En Afrique et en Amérique du Sud, les gouvernements s'appuient sur des exploitations minières ou pétrolières polluantes, dont les bénéfices financent leurs programmes sociaux ; la fibre écologique est populaire.

En 1962, Rachel Carson publie *Printemps silencieux*, qui a un grand retentissement. En 1972, le Club de Rome publie *Les Limites à la croissance*, un cri d'alarme qui est étouffé par l'expansion du libre marché.

Mais aujourd'hui, il faut tourner le dos à l'extractivisme, afin de mieux respecter les limites de la Terre.

### **Chapitre 6. Des ONG pactisent avec des entreprises polluantes**

Au Texas, la proximité de tétas cupidon a été difficile pour la compagnie de forage, entre 2003 et 2012, date de la mort du dernier volatile protégé, malgré la présence d'une ONG verte.

Dans les années 1970, 23 lois fédérales de protection de l'environnement ont été publiées, et 3 lois au Canada.

Le droit environnemental se développe en Europe dès 1972, et les pays en développement s'y mettent aussi. Les ONG prennent des avocats pour des actions en justice.

Mais lorsque Reagan devient président, le ton change en faveur de l'industrie. Certaines ONG de droite collaborent avec le gouvernement, alors d'autres opèrent en ordre dispersé, avec des schismes. Parfois quelques manifestations sont bien menées.

En 1986, une ONG de droite a pactisé avec des entreprises polluantes en abusant le public par des actions ambiguës. Elle faisait pression pour une dérégulation mondiale, mais ce laisser-faire entraîna un accroissement spectaculaire des GES.

Comme il devenait très difficile de négocier des baisses d'émissions polluantes, on chercha alors des "solutions miracles", mais peu réalistes.

En 2006, Al Gore produisit le film *Une vérité qui dérange*, qui eut du succès, surtout dans les classes aisées, mais sans suite. Les gens se demandaient pourquoi les ONG écologistes proposaient des solutions dérisoires si la crise était vraiment sérieuse.

Le gaz naturel est considéré comme énergie de transition, mais il est abusif de prétendre que le gaz de schiste l'est aussi, car il est plus coûteux et pollue par ses fuites de méthane. Les avis divergents causent de la confusion dans les esprits.

En vue du protocole de Kyoto, Clinton et Al Gore ont présenté avec insistance une stratégie de compensation avec des permis d'émission

négociables, avec des crédits-carbone pour planter des arbres. Les Européens critiquent ce système sophistiqué qui mène à des abus pervers, des escrocs s'en mêlent et des conflits éclatent. On est loin de l'émulation à diminuer les émissions de GES qui devrait être prioritaire.

### **Chapitre 7. Les milliardaires écologues ne nous sauveront pas**

Dès 2006, l'industriel Richard Branson est convaincu par Al Gore qu'il faut lutter contre la crise du climat. Il prétend investir 3 milliards de \$ pour financer la recherche de nouveaux carburants "propres".

Le milliardaire Warren Buffet, après hésitation, a limité ses investissements verts à environ 1 milliard, étant très occupé à développer des nouvelles lignes aériennes *low cost*, générant beaucoup de GES. D'autres industriels milliardaires ont sponsorisé des campagnes contre les sables bitumineux, mais c'est incompatible avec le rôle d'un chef d'entreprise "sérieux". Même Bill Gates possède beaucoup d'actifs en pétrodollars dont il ne parle guère. Il a également beaucoup investi dans la recherche de nouvelles technologies miracles, sans succès, car des procédés novateurs mettraient plus de 10 ans à prouver leur efficacité. D'autres l'on fait avec battage publicitaire, notamment Branson qui a organisé 2 concours de production d'un carburant *propre*.

Calgary, capitale de l'Alberta, a concrétisé ces concours, mais les résultats n'étaient pas probants. Branson restait cependant encore le leader de la recherche pour un carburant *propre*.

En 2008, une ONG américaine en faveur de l'environnement a prié toutes les entreprises pétrolières de la région de préconiser des méthodes d'extraction à faible teneur en carbone. Mais aucune n'a répondu, même pas Branson qui avait donné le change pendant plusieurs années.

Le temps presse, c'est maintenant qu'il faudrait réduire les émissions de GES, on ne peut pas gaspiller encore 10 ans avec de faux espoirs.

Les financiers des carburants s'opposent fermement à ce que les entreprises les plus polluantes soient condamnées à payer ce gâchis !

Les populations sont fâchées de constater que les riches compagnies pétrolières ne veulent pas investir dans l'assainissement du système.

### **Chapitre 8. Atténuer le rayonnement solaire**

En raison de l'incapacité des Etats à susciter des réductions de GES, une Sté académique britannique a lancé en 2009 un concours de géo-ingénierie, à prévoir comme Plan B. En 2011, cette société a conclu que des interventions, à

l'échelle planétaire, pour bloquer une partie du rayonnement solaire, seraient le seul moyen d'abaisser rapidement la température mondiale. La bio-ingénierie se base sur plusieurs recettes potentielles pour atténuer le rayonnement solaire.

Parmi ces méthodes (GRS = gestion du rayonnement solaire) figure la "fertilisation" de l'océan avec du fer, afin de soutirer du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère (opération médiatisée en 2012 au large de la Colombie britannique).

Autre procédé, celui de disperser des aérosols sulfatés, par analogie à l'éruption du volcan Pinatubo en 1991. La technologie n'est pas coûteuse, mais risque de provoquer un brouillard permanent. Si on annule l'expérience, la chaleur revient brusquement. C'est donc une expérience définitive, avec baisse permanente du rendement des panneaux solaires.

Dès la guerre du Vietnam, la manipulation du climat était étudiée d'un point de vue stratégique, avec peu de succès. Les climatologues craignent que ces techniques incitent les pollueurs à prolonger leur sursis d'impunité.

Paul Crutzen, prix Nobel de Chimie, conseille de pulvériser des particules de dioxyde de soufre dans la stratosphère, et d'autres partisans prétendent qu'il n'y a pas mieux, avec une certaine présomption. Plusieurs participants de cette "géo-clique" sont des inventeurs de start-up, avides de brevets, et prétendent que c'est la solution du plan A. Il faut débattre de l'argument de la géo-ingénierie : il n'est plus nécessaire de modifier nos habitudes de gaspiller l'énergie, mais avec le risque de détraquer les systèmes terrestres de manière imprévisible. Les biologistes et les climatologues estiment que la Gestion du Rayonnement Solaire est dangereuse, car ces systèmes sont complexes et fragiles. Il n'est guère possible de procéder à un test local (répartition inégale du soufre), car pour prouver son influence, le test devrait durer au moins 10 ans. Des modélisations de GRS ont montré que la mousson d'été serait dérégulée avec moins de précipitations, et que la Sahel aurait une sécheresse renforcée. Des modélisations existent également pour des régions, mais elles sont imprécises.

On peut également faire parler l'histoire, celles des éruptions volcaniques à cendres sulfureuses, par exemple le Pinatubo a accentué les sécheresses. L'éruption d'un volcan en 1783 avait réduit le débit du Nil durant 2 ans.

Ce remède risque d'être pire que le mal. Beaucoup de spécialistes, dont Bill Gates, proposent de garder en réserve la méthode de GRS. C'est difficile de se prononcer maintenant, car ce procédé risque d'être décidé dans le stress et appliqué dans de mauvaises conditions, avec des effets secondaires négatifs.

Les spécialistes de la *géo-clique* rechignent d'être coachés par les responsables de l'ONU. Ils proposent de conserver le soufre extrait des sables de l'Alberta, en prévision de l'envoi d'aérosols sulfatés.

Plusieurs groupes de réflexion s'intéressent à la géo-ingénierie comme plan A, surtout ceux qui s'opposent à la réglementation des GES. Mais la majorité des habitants de la planète préféreraient une réduction rapide des émissions de gaz polluants, en conservant éventuellement les GRS, peu sûrs, comme plan B.

Dissipons trois malentendus :

- a. Des pollueurs se recyclent en sauveurs de la planète, attention !
- b. Une récompense colossale pourrait résoudre un grand gâchis, abus !
- c. L'élite devrait apporter la solution à la crise climatique, méfiance !

En outre, depuis environ 50 ans, l'image de la planète bleue sert de logo à beaucoup d'associations écologiques, en donnant le beau rôle aux humains. Ce qui est faux, car nous avons "salopé" la planète et nous voulons protéger l'humanité des réactions de la Terre empoisonnée qui pourrait nous anéantir.

Cette image idyllique de notre planète bleue n'émeut plus les grandes banques et les multinationales ; ils continuent le *business as usual*, sans états d'âme pour les dégâts irréversibles. Les ONG écologiques agissent souvent avec peu d'empathie sur des thèmes sensibles.

La Terre est notre seule demeure, il est impossible d'échapper aux conséquences de nos actions.

Les Conservateurs américains, opposés à toute réglementation prétendent que "des solutions miracles se préparent, puisque notre destinée est de triompher de l'adversité", prétendent-ils. Mais ce mythe s'effrite ; un sondage en 2012 indique que 70% des gens affirment que l'atténuation des rayons solaires ferait plus de mal que de bien, et seulement 30% croient que des solutions miracles sont encore possibles. Un autre sondage en Australie et en Nouvelle Zélande a produit les mêmes résultats, en ébranlant l'assurance des géo-ingénieurs.

## Chapitre 9. Blocadie – Les nouveaux guerriers du climat

Dans de nouveaux endroits de projets de mines à ciel ouvert, de puits de gaz de schistes, de gros oléoducs, des barrages de policiers dissuasifs limitent les visites de journalistes accrédités.

En Grèce, une grande mine d'or à ciel ouvert est prévue près du village d'Ierissos. La population locale y est farouchement opposée et a manifesté vivement.

Dans le Sussex (GB), des militants s'opposent à des puits de gaz de schistes.

En Mongolie Intérieure, des gardiens de troupeaux protestent contre les centrales thermiques à charbon qui créent de la poussière partout. Ses manifs

contre les mines de charbon ont incité la Chine à importer de plus en plus de charbon.

Mais au sud de l'Australie, des locaux se sont enchaînés à des arbres pour empêcher la création de mines de charbon à ciel ouvert à Maules Creek.

Entre 2011 et 2013, le projet d'oléoduc Keystone XL a provoqué de vives réactions, avec 40'000 protestataires à Washington en février 2013, avec une forte représentation féminine. De même pour le projet d'oléoduc canadien Northern Gateway, de l'Alberta jusqu'au port de Kitimat sur la côte pacifique. Le gouvernement a approuvé le projet en juin 2014, mais les travaux attendent. La vigueur des protestataires a surpris les entreprises pétrolières, notamment une Déclaration de 130 tribus indiennes.

Depuis lors, en septembre se tient chaque année une journée internationale contre la fracturation (Global Frackdown), et diffuse un film documentaire : *Gasland*.

Ce mouvement a vu le jour au Nigeria dans les années 1990 où des sociétés pétrolières ont rejeté leurs eaux résiduaires directement dans les rivières, dans le delta du Niger et dans la mer, sans vergogne pendant environ 50 ans. Ces sociétés ne captaient pas le gaz libéré du sol, mais le brûlaient en torchères, provoquant 40% des émissions de CO<sub>2</sub> du Nigeria. En 1993, de grandes manifs de la tribu Ogoni a fait fuir la société pétrolière Shell qui a renoncé à son champ pétrolifère. Le groupe ethnique Ijaw a tenté la même démarche pacifique, mais l'armée a maté l'insurrection en janvier 1999 en faisant 200 morts. Une nouvelle révolte armée s'est produite en 2006, avec de nombreux actes de vandalisme.

En 1995, la société Texaco a provoqué une catastrophe écologique et sanitaire en Equateur, et a dû payer une grosse amende.

L'industrie pétrolière a ouvert de nouveaux puits pour gaz de schistes aux USA, en multipliant les zones sacrifiées et se faisant des ennemis.

En juillet 2013, un train de 72 wagons de pétrole a explosé à Lac-Mégantic (Québec), tuant 47 personnes et rasant la moitié de la ville pittoresque.

Dans certaines régions industrielles, les sociétés pétrolières rencontrent de plus en plus d'oppositions organisées pour leurs projets d'extensions et d'oléoducs, y compris des manifs de blocage de transports de gros engins miniers, aidés par les habitants locaux. En plus des risques encourus pour les gaz à fracture hydraulique, les compagnies pétrolières sont critiquées pour leurs forages en eaux profondes. Malgré leurs déclarations optimistes, ces sociétés n'ont pas encore mis en œuvre des mécanismes de surveillance des bassins hydrographiques environnants. Le bassin de rétention a des fuites qui polluent la

rivière Athabaska. La neige de la zone est contaminée par des poussières qui causent des cancers reconnus par un médecin qui sera accusé, à tort, "d'alarmisme injustifié". Les contestations sur la pollution de l'eau potable venait d'une dispense des sociétés gazières américaines sous le règne de G.W. Bush : elles n'avaient pas à révéler quels produits chimiques elles utilisaient pour la fracture des schistes ! Mais on a constaté l'inflammabilité de l'eau du robinet des maisons voisines... - Ce n'est pas une preuve scientifique ! ont déclaré les gaziers. Des experts neutres ont cependant prouvé la corrélation de la contamination, tout comme en Alberta, en déplorant une effarante détérioration des écosystèmes.

En 2010, une plateforme de BP explosait dans le golfe du Mexique, et 3 mois d'écoulement de brut à une profondeur de 1500m ont provoqué la pire marée noire de tous les temps. Les agences de BP avaient très mal équipé leurs chantiers pour faire face à une telle catastrophe ; malgré cela, BP fut chargé du nettoyage de la pollution !

10 jours après le colmatage de cette fuite, un oléoduc rouillé a crevé au Michigan en polluant gravement une rivière.

Aux USA, les autorités de contrôle sont laxistes, elles n'ont pas réagi après l'incendie du train pétrolier en 2013 au Québec, et 3 accidents analogues se sont produits en 2014 aux Etats-Unis.

Tant en Amérique qu'en Europe, les entreprises pétrolières et gazières n'ont pas la cote du public, car elles sont arrogantes et souvent haïes.

Le mouvement environnementaliste a longtemps partagé la vision des pétroliers sur la gestion du risque : "Un juste équilibre pour sauver l'humanité d'un chaos climatique, et le risque pris sur le PIB". C'était surréaliste, alors qu'on parle en Europe du principe de précaution. Plus récemment, les ONG américaines disent "Non". Non à l'oléoduc, Non aux forages dans l'Arctique. Non aux trains de carburants dangereux.

### **Chapitre 10. Démocratie, désinvestissement et victoires concrètes**

Avec une commission d'audition pour évaluer le projet d'oléoduc Northern Gateway, N K constate les très forts sentiments d'enracinement des autochtones indiens de la Colombie britannique qui tiennent à le faire savoir : valeur inestimable d'un environnement harmonieux (forêts, rivières à saumon, océan à poissons). Le rapport de cette commission a été interprété comme favorable au projet, malgré une longue liste de revendications des tribus amérindiennes.

Par contre les ouvriers qui travaillent 3 , 5 ou 10 années dans les chantiers gaziers dépriment souvent, malgré leur projet de pactole.

Les écologistes ont parfois pu obtenir des interdictions de fracturation hydraulique, notamment en France, ou des moratoires contre le gaz de schiste ou des exploitations de charbon. Ils ont bloqué des projets portuaires qui se heurtent à de fortes résistances. L'inquiétude pointe chez les pétroliers qui envisagent de réduire la cadence. Par conséquent les marchés d'Asie ont l'occasion de renforcer leurs exigences en matière de transition climatique. En Inde, les mouvements d'opposition aux combustibles fossiles se multiplient, et on a révoqué le permis de construire à une centrale thermique inachevée. En Chine, un débat public concerne la pollution atmosphérique : les élites s'inquiètent du coût de l'industrialisation, et le smog est prétexte à des agitations sociales. Le gouvernement chinois lance des programmes d'énergies alternatives, et a déjà fait fermer quelques centrales au charbon.

Il est possible que le marché des combustibles polluants s'effondre en Asie.

Il faut être réaliste et ne pas espérer une baisse prochaine des GES, car des chantiers sont en cours et les entreprises industrielles sont très mobiles. C'est pourquoi une législation internationale est demandée.

Dans cet objectif, l'apport des universités, administrations municipales et organisations religieuses seraient bienvenues, chacun selon son point de vue. On devrait allouer des quotas d'émission de GES aux entreprises, afin de ne pas dépasser un réchauffement moyen de la Terre de 2°. Sinon ce sera le comble de l'hypocrisie : rôti progressivement l'humanité pour augmenter les bénéfices des sociétés !

Les traités de libre-échange ont des procédures pour arbitrer les différends, des grandes sociétés attaquent en justice des gouvernements pour contester des lois jugées abusives. Des plaintes judiciaires de ce genre s'accumulent ; c'est une menace pour la démocratie car la classe politique est souvent complice de ces grandes entreprises et n'agit que mollement. Parfois des grandes entreprises prétendent rédiger elles-mêmes des lois les concernant.

Lors de projets controversés, les gouvernements soutiennent parfois les auteurs de ces projets, et font passer les opposants pour des terroristes.

Se grandes entreprises, comme EDF, espionnent des associations écologiques et partagent leurs informations avec d'autres industries. Certaines agences de lobbying ont des mandats contradictoires.

Nos dirigeants politiques ne s'efforcent même pas de nous garantir un avenir sûr, ce qui témoigne d'une crise de légitimité extraordinaire.



Heureusement, de petites collectivités prennent les devants en vue de résoudre la crise du climat. Elles se préparent, démocratiquement, à un avenir où le climat ne sera plus le même. Par exemple le mouvement "villes en transition", devenu le "Mouvement des initiatives de transition" (*Transition Initiatives*), né en 2006 dans le Devon (GB), et qui s'est étendu à plus de 1500 localités dans plus de 43 pays. Leur rôle est d'élaborer un plan d'action de décroissance énergétique. Voir sur site Internet.

### Chapitre 11. Les droits des autochtones – Nécessité de tenir parole

Certains dirigeants amérindiens ont l'habitude de contester juridiquement l'appartenance des terres indiennes au Canada, annexées sans leur consentement. Ils veulent obtenir des réparations et dommages-intérêts de la Colombie britannique pour exploitation illégale de terres et cours d'eau appartenant de plein droit à ces peuples autochtones. Jusque là sans succès, car ils n'ont pas d'armée pour imposer leurs revendications. Le gouvernement et les médias affirment que les autochtones vivent dans le passé et jouissent de privilèges indus. À la fin des années 1990, la Cour suprême du Canada a prononcé une série d'arrêts en faveur du titre aborigène qui restait à définir. Par ailleurs, la Cour a admis que 2 tribus autochtones étaient exemptées de nombreuses lois fédérales sur les bateaux de pêche, de même que pour d'autres partages de ressources. Dans cette nouvelle perspective, les Amérindiens ont envahi les lieux de pêche et de chasse du Nouveau Brunswick, provoquant de vives tensions avec les non-amérindiens. Les garde-côtes ont réprimé des incursions avec violence ; des marches de solidarité ont eu lieu dans des dizaines de villes au Canada. La tribu Lakota a déclaré illégale la construction de l'oléoduc Keystone XL. En 2014, une Cour d'appel canadienne a empêché des forages de Shell en Arctique, un danger pour les réserves de poisson des indiens Inupiat. Shell a également stoppé ses forages en Alaska, par analogie.

En Australie, des collectivités locales ont menacé de bloquer juridiquement 2 projets gaziers, et c'est pareil en Amazonie où la Cour interaméricaine des droits de l'homme a appuyé des droits fonciers des indiens contre des projets pétroliers. En 2007, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la "Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones." Mais les gouvernements hésitent encore à appliquer ces droits, et utilisent parfois leurs forces de police pour contrer les revendications des autochtones et leurs luttes héroïques qui aident à éviter le chaos climatique. Le parti conservateur au pouvoir au Canada favorise habilement les grandes entreprises œuvrant au Canada.

Pour assurer son indépendance financière vis-à-vis du Danemark, le Groenland accepte des forages pétroliers, un moindre mal pour beaucoup de tribus autochtones.

### Chapitre 12. Communs atmosphériques et justice climatique

Dans une réserve Cheyenne du Montana, des jeunes sont formés pour installer des panneaux solaires, et sont opposés à un projet de grande mine de charbon à ciel ouvert, avec construction d'une ligne ferroviaire pour transporter le charbon vers le Pacifique.

Au Danemark et en Allemagne, des projets d'énergie alternative ont bien réussi. D'autres projets d'énergies alternatives, par exemple la Black Mesa Water Coalition, en Arizona, n'ont pas décollé, faute de financement et d'ouvriers formés pour cela.

Si une modeste taxe de carbone, par ex. 10 \$ par tonne, existait, on pourrait créer des emplois stables, tandis que la construction d'un oléoduc génère surtout des emplois de courte durée, sans guère d'effet sur le chômage.

Pour financer les frais de désinvestissement, l'Etat taxera les profits des sociétés condamnées à être réorganisées ou rachetées par d'autres. Les propriétaires vendront les actions de ces sociétés et achèteront des actions de sociétés à énergie verte dotées d'une vision claire de leur rôle dans la société. Des investisseurs institutionnels pourraient financer des initiatives audacieuses visant à consolider l'économie locale et pour bâtir une économie durable. Cet effort de désinvestissement freinera les finances des entreprises pétrolières, tout en rognant leur légitimité sociale et en incitant les responsables politiques à réduire les émissions de GES. Les énergies renouvelables seront plus concurrentielles, et une collaboration est attendue avec les mouvements écologistes qui s'opposent actuellement aux combustibles fossiles. En effet, les opposants actuels aux entreprises pétrolières sont souvent porteurs de solutions alternatives. Par exemple, ces derniers ont construit une grange alimentée par un parc d'éoliennes et des panneaux solaires, située sur le tracé de l'oléoduc Keystone XL !

Dans le Sussex (GB), les opposants à un puits gazier ont fondé une nouvelle compagnie coopérative d'électricité qui fonctionne.

En 2011, des agriculteurs bio du Vermont ont créé une coopérative qui fournit à la ville de Burlington 10% de ses denrées fraîches et composte les déchets ménagers.

Quelques mouvements actifs pour le refus de projets industriels se sont mués ensuite pour construire une nouvelle économie locale alternative.

L'Equateur refuse d'exploiter le pétrole sous la forêt réserve tropicale de Yasuni. Il suggère à la communauté internationale de l'indemniser pour compenser le manque à gagner du pays. Les fonds ainsi récoltés devraient servir au remboursement de la dette écologique du Nord à l'égard du Sud.

La crise climatique pourrait servir de catalyseur pour établir un Plan Marshall de la Terre.

Après 2 siècles d'industrialisation, les pays développés (20% de la population mondiale) ont émis environ 70% de l'ensemble des GES, et les USA (moins de 5% en nombre) ont émis 14% de tout le CO<sub>2</sub> excédentaire.

Bien que la Chine et l'Inde crachent des quantités de plus en plus importantes de GES, ils ne peuvent être tenus responsables que des émissions cumulatives à l'origine de la crise.

En 1992, 160 pays, dont les USA, ont signé la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques, par laquelle ils reconnaissent leurs responsabilités communes, mais différenciées. Le principe juridique de la dette climatique est donc bien établi, mais son application en 2007 en Equateur a provoqué des vifs affrontements avec la police. À cause de la délocalisation d'industries polluantes, les pays développés n'augmentent plus leurs émissions de GES, contrairement aux pays émergents.

Les écologistes luttent également contre les nouveaux accords de libre-échange qui stimulent la fabrication de biens inutiles qui nous sont destinés. La mise en œuvre de restrictions d'émissions de GES est politiquement difficile pour les pays riches.

Lors de l'abolition de l'esclavage en 1833, le Parlement du Royaume-Uni avait indemnisé les propriétaires d'esclaves.

### Chapitre 13. Perpétuer la vie – De l'extraction à la régénération

Vers le milieu des années 2000, N K avait réalisé que la crainte d'une catastrophe écologique imminente minait son plaisir à se ressourcer dans la nature qu'elle s'imaginait bientôt dévastée. Ce sentiment s'est renforcé après avoir couvert la marée noire BP du golfe du Mexique. En rédigeant ce livre, N K a senti que la défense de la justice climatique lui redonnait du courage, c'est comme donner la vie. Après quelques échecs, N K a finalement eu un bébé tant désiré, mais avec une grossesse peu compatible avec le stress d'une journaliste d'investigation. N K a enquêté sur les problèmes de fertilité et de maladies d'enfance dans les zones d'exploitation de gaz de schistes. Des enquêtes objectives ont prouvé des corrélations avec la pollution. De nouvelles usines chimiques sont un danger pour les populations locales, mais peu d'études

concernent les répercussions des activités industrielles sur la reproduction humaine. Après la marée noire du golfe du Mexique, des enquêtes ont prouvé les atteintes au milieu aquatique, et des métaux lourds détectés dans les huitres. Les bébés dauphins sont morts en masse, suite à la pollution.

Le dérèglement climatique met en péril la reproduction de certaines espèces d'animaux, par exemple les caribous, les ours polaires et certaines espèces d'oiseaux.

L'introduction des monocultures a épuisé les sols, et les traitements chimiques ont pollué rivières, lacs et mers. Les agricultures traditionnelles ont développé des espèces de céréales aux racines profondes qui supportent mieux la sécheresse.

### Conclusion. L'heure de vérité – Juste assez de temps pour réaliser l'impossible

En 2013, des physiciens spécialistes des systèmes complexes ont débattu à San Francisco sur le thème : "La Terre est-elle foutue ?" arrivent à la conclusion que l'exploitation débridée des ressources terrestres déstabilise dangereusement le "système Terre-humanité".

Une lueur d'espoir apparaît dans la résistance de personnes et d'associations pratiquant l'action directe pour l'environnement et la résistance à la culture dominante, même avec des soulèvements populaires blocages ou actes de sabotage. *Seuls des mouvements d'envergure pourront sauver l'humanité*, ce sont les conclusions de Naomi Klein après les 5 ans qu'elle a consacrés à la rédaction de son livre.

Ces actions de protestation devront être pacifiques, la violence n'étant guère constructive.

Il faut contraindre les sociétés pétrolières, les plus rentables de la planète, à renoncer à exploiter l'essentiel des réserves de combustibles fossiles.

En réaction au krach boursier de 1929, les dirigeants avaient mis en place le *New Deal*, avec de grands investissements. Ce fut pareil lors de l'abolition de l'esclavage dont la valeur représentait environ 16% de la fortune des ménages. Si la justice climatique l'emportait grâce à des militants réactivés (= nous-mêmes), l'élite économique mondiale subira de réelles répercussions financières ; il faudra bien lancer un nouveau Plan Marshall pour la Terre.

Notre passivité a masqué l'importance du problème climatique. Nous devons simultanément envisager une métamorphose du sens moral :

1. élaborer un programme alternatif,
2. énoncer une nouvelle vision du monde, fondée sur la coopération,
3. nous donner les moyens de réagir à des catastrophes inévitables.

### **IMPORTANT**

**Pas de remède miracle !** Un écrivain de l'environnement, *Kenneth Brower*, a écrit en 2010 :  
"La croyance que la science nous sauvera est une chimère qui permet aux générations actuelles d'exploiter les ressources de la Terre sans penser aux générations futures. C'est catastrophique, car cette croyance masque la véritable solution : Une transformation laborieuse du comportement humain qui n'a rien à voir avec la technologie."

**Négociations sur le climat.** "L'échec lamentable des négociations sur le climat montre à quel point nous vivons aujourd'hui dans une société postdémocratique. Partout dans le monde, le profit prend le pas sur la vie". *Edgardo Lander, politologue vénézuélien, 2013*

*Version du 25.5.2015*

*A.H.*

Xx début d'une phrase importante

***Remarque : Ce livre a été lu dans bien des milieux, et a suscité différentes réactions et initiatives positives.  
AFFAIRE À SUIVRE !***

